

Le micro-crédit n'est pas la panacée

Le micro-crédit suscite un engouement parfois aveugle.
Les études en cours montrent que son impact est complexe.

Le micro-crédit ne peut résoudre tous les problèmes



Philippe Ortoï

Le micro-crédit est-il vraiment cette solution miracle pour laquelle le monde du développement s'enthousiasme si fort depuis quelque temps ? Il est difficile d'apporter une réponse unique à ces questions de fond tant le micro-crédit a de formes et de fonctions, néanmoins quelques pistes sur son impact peuvent être tracées à partir d'études en cours (1).

Le premier effet positif est qu'il aide les familles à subsister. L'achat d'une vache à crédit est un investissement productif à moyen terme et une recapitalisation des exploitations agricoles éprouvées par la sécheresse (Sahel) ou les bouleversements politiques (Albanie), mais il permet avant tout d'assurer la fourniture quotidienne de lait pour la famille.

Le micro-crédit peut avoir des effets plus complexes, voire même négatifs : ainsi, l'université de Hohenheim (Allemagne) a observé au Niger des situations où le micro-crédit permettait aux femmes d'augmenter leur activité mais réduisait leur disponibilité pour l'allaitement des enfants en bas âge. Leurs bébés étaient moins bien nourris que ceux des femmes n'ayant pas de crédit.

Sur le développement de la pro-

duction, les effets du micro-crédit sont très nets : les études du Cirad au Burkina Faso (Projet de petit crédit rural) et en Albanie montrent que le micro-crédit permet de développer les activités économiques que les individus maîtrisent déjà : le crédit desserre les contraintes de trésorerie, permet d'augmenter les fonds de roulement, d'acheter la matière première, en gros, d'accroître l'activité.

▼ Nouveaux créneaux

Par ailleurs, le micro-crédit favorise la diversification : à partir des premières expériences réussies, les emprunteurs s'enhardissent, innove, explorent de nouveaux créneaux.

Sur le plan social, le micro-crédit, qu'il soit fondé sur des groupes solidaires ou des formes coopératives, peut être le catalyseur de l'organisation d'un groupe – groupe de femmes, d'agriculteurs –, conduire à l'apprentissage de la gestion, ou même, plus simplement, provoquer un désir d'alphabétisation. Quand il peut être développé dans la durée, il peut faire évoluer le statut de certains individus ou groupes (les plus pauvres, les jeunes, les femmes).

Cependant, le micro-crédit n'est

pas un outil miracle de développement. D'abord parce qu'au-delà d'un seuil d'activité, il n'apporte plus de réponse au développement, en raison de son montant limité et de ses échéances à court terme inadaptées à des projets rentables à moyen terme. Ensuite, parce qu'il profite souvent davantage aux emprunteurs « riches » qu'aux emprunteurs les plus démunis, comme le montre une étude du Gret (Groupe de recherche et d'études technologiques) en cours au Cambodge.

Enfin, parce que le micro-crédit n'est souvent qu'un outil parmi d'autres dans les stratégies des familles, si l'on en croit l'étude menée en 1994 par le Cirad dans les zones sahéliennes : il semble concerner les ménages disposant d'une épargne moyenne et de main d'œuvre permettant de s'engager dans des stratégies de diversification économique. Les ménages aisés conservent des stratégies centrées sur leur épargne animale. Les ménages défavorisés ont recours au marché de l'emploi quand ils ont besoin de liquidités.

Sur le plan social, le micro-crédit peut avoir des effets complexes, donc difficiles à gérer : en permettant d'améliorer le statut individuel, il peut provoquer des changements dans des relations sociales et communautaires complexes et exacerber des conflits de pouvoir.

Au total, le micro-crédit est certes un outil essentiel pour le développement mais pas une panacée. En réalité, il n'est pleinement efficace que s'il peut s'appuyer sur d'autres formes de soutien au développement, notamment l'organisation des marchés, la mise en place d'infrastructures, l'aide technique aux producteurs.

Betty Wampfler
Cirad-Sar

1. Au Burkina Faso, en Albanie par le Cirad (Centre international de recherche agronomique pour le développement), au Niger par l'Université allemande de Hohenheim, au Cambodge et au Vietnam par le Gret (Groupe de recherche et d'études technologiques).